

# LE DEVOIR

VOL. LXXXVII - N° 299

MONTREAL, LE LUNDI 23 DÉCEMBRE 1996

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## Énergie, environnement et démocratie

La commission Doyon, lancée à l'été 1995, a suscité des attentes nombreuses et diverses. S'il appartient à la commission de tirer ses conclusions de l'exercice, beaucoup plus long que prévu d'ailleurs, l'évolution du dossier devant le juge François Doyon et l'ancien Vérificateur général, Rhéal Châtelain, est tributaire des faiblesses du Québec — ou «de» Québec... — en matière d'énergie, d'environnement et de démocratie.

Quatre questions regroupent l'essentiel des préoccupations les plus courantes sur la production privée et les petites centrales. Était-il pertinent de pratiquer une brèche même minime dans le monopole d'Hydro-Québec, entériné par une élection quasi référendaire? Était-il d'intérêt public dans un Québec hydraulique de frapper autant de rivières pour aussi peu d'énergie et de villes, avec des centrales thermiques en cogénération? Les institutions ont-elles effectué leur travail avec rigueur et dans le seul intérêt public? A ces questions, qui visent le cœur du dossier, s'en est ajoutée une autre sur le tard: le dossier a-t-il été perverti par des magouilleurs, voire pire?

Les amateurs de révélations scabreuses restent finalement sur leur faim et prétendent, du coup, que la commission n'a rien donné. Rien n'est plus faux et l'exercice permettra de resserrer grandement politiques et pratiques institutionnelles. Mais il ne faudrait pas être surpris si la commission laissait un certain nombre de questions sans réponse parce que son travail a été forcément conditionné par son histoire.

Lancée à toute vapeur, sur la poussée d'un remue-ménage médiatique axé plus sur de présumées malversations que sur le fond du problème, la commission n'a pas pu bénéficier des six à douze mois d'enquête policière qu'il aurait fallu pour valider les hypothèses de travail des services de renseignements avant qu'on lance sur cette piste et aussi, avant d'aviser les renards, le cas échéant, que la chasse était ouverte...

La décision de créer une commission d'enquête évacuait d'autre part une partie du débat de fond sur les enjeux sociaux et environnementaux qui se profilent derrière et les politiques énergétiques suivies par le gouvernement et Hydro-Québec dans ce dossier. Cette dimension a été marginalisée dans les faits lorsque Québec a décidé de ne pas remplacer le troisième commissaire, spécialisé dans les dossiers d'énergie, qui a démissionné au début des travaux.

D'autre part, le fait d'avoir opté pour une commission d'enquête traditionnelle judiciairisait le débat au lieu de l'élargir et de l'axer sur les vrais enjeux du dossier et le lierait aux avocats... La commission a certes fait preuve d'une ouverture exceptionnelle en autorisant trois groupes environnementaux à participer avec droit au contre-interrogatoire. Mais c'était là un droit bien théorique du fait que les trois bénévoles, qui ont suivi les travaux pendant un an, avaient en face d'eux une batterie de procureurs expérimentés et grassement payés dont ils ne saisissent même pas la logique. Il est invraisemblable que Québec n'ait pas accordé aux trois groupes inscrits au moins un procureur, ce qui eût optimisé leur rôle et le travail général de la commission en modulant leurs préoccupations aux règles de la preuve. En l'absence de cet outil, les groupes ont subi non seulement les sautes d'humeur de plusieurs, qui considéraient leurs préoccupations spontanément non pertinentes, mais le débat lui-même a été rétréci aux dimensions que souhaitaient justement la plupart des institutions mises en cause.

Il est peu probable, par exemple, que la commission se prononce sur la pertinence de produire 250 MW au moyen de 80 projets privés au lieu de réduire leurs impacts environnementaux et sociaux en les concentrant sur seul projet hydro-électrique de moyenne envergure. Dans une optique transgénérationnelle, aurait-il été plus rentable de construire des barrages plus coûteux par Hydro-Québec mais plus durables? On examinera sûrement certaines inepties du ministère de l'Environnement et on proposera un encadrement plus solide pour un tel programme, que Québec a décidé de continuer sans attendre le verdict de la commission. Mais il est improbable qu'on sache si, globalement, c'était le meilleur choix, ce qui aurait éclairé le présent.

Personne n'évalue aujourd'hui la justification énergétique d'un projet ou d'un programme ou son opportunité économique sans se référer directement ou indirectement aux modèles de «planification intégrée des ressources» (PIR) pour obtenir une vision globale qui inclut les coûts sociaux et environnementaux. Il aurait été fondamental de savoir pourquoi Hydro-Québec et le gouvernement ont commandé si tard le rapport Thellus sur la PIR et ne l'ont pas appliqué à la production privée. S'il n'avait cédé à la précipitation et affiché un peu de vision, Québec aurait pu commander plutôt une enquête au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Mais on peut se demander si un BAPE, laissé sans direction pendant deux ans, avait la force et l'indépendance nécessaires pour évaluer avec crédibilité l'attitude du MEF dans ces dossiers. La réponse serait maintenant plus facile à trouver maintenant que le BAPE est dirigé par le haut fonctionnaire qui était responsable des évaluations environnementales dans les dossiers soumis à la commission...

**MÉTÉO**  
 Montréal: Faible neige intermittente. Risque de verglas. Max: 0 Min: -2  
 Québec: Neige. Max: -3 Min: -5  
 Détails, page B 6

**INDEX**  
 Agenda ..... B 7 Idées ..... A 7  
 Annonces ..... B 3 Le monde ..... A 5  
 Avis publics .. B 6 Les sports ..... B 5  
 Culture ..... B 8 Mots croisés.. B 3  
 Économie..... B 2 Planète ..... B 4  
 Éditorial..... A 6 Télévision .... B 7

**L'ENTREVUE**

Mary Ellen Davis:  
la vie après la paix,  
page B 1



**LES ACTUALITÉS**

Les soldats canadiens  
ont honte de leurs  
supérieurs, page A 4



**CULTURE**

Les meilleurs disques  
francophones  
de l'année, page B 8

### Sans limite



Émidouce Cimon, âgé de 13 ans, arbore fièrement un casque d'aviateur qui lui gardera la tête au chaud cet hiver, un couvre-chef particulièrement populaire cette année au Salon des métiers d'art.

## La revanche de l'art fonctionnel

De la cravate en bois au casque d'aviateur en passant par la fontaine portable et le porte-condoms en caoutchouc recyclé (oui, oui), l'imagination des artisans québécois apparaît sans limite.

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Ces artisans ont su piquer la curiosité des Montréalais, puisque le Salon des métiers d'art fermait ses portes hier à 18 h après avoir accueilli plus de 180 000 visiteurs, soit 20 000 de plus que l'année dernière.

«Nous sommes surpris nous-mêmes du succès, compte tenu de la situation économique», admet Yvan Gauthier, directeur général du Salon des métiers d'art du Québec. Mais les responsables du Salon ont fait beaucoup de publicité depuis deux ou trois ans pour convaincre le public que «puisque l'argent est disponible pour acheter des cadeaux de Noël», explique Yvan Gauthier, aussi bien acheter des cadeaux originaux faits ici plutôt que d'acheter des cadeaux usinés. Hier après-midi les exposants affichaient

quelques cernes sous les yeux après 18 journées d'activité intense, mais quelques sourires aussi. Ceux qui ont été interrogés par *Le Devoir* se sont montrés très satisfaits de leur Salon, quoique personne n'ait évoqué de profits faramineux.

Il faut dire que les artisans ont semblé faire un effort particulier pour concevoir l'objet utile, agréable, et pas trop coûteux. Ainsi Zut Design, qui a fabriqué différents objets à l'aide de caoutchouc recyclé — sacs, cartables, un étui pour cartes routières qui se vendait 16 \$ et qui a été un best-seller... et ce fameux porte-

condoms. Ou encore la joyeuse troupe des Guédines en folie qui utilisent les mêmes personnages cylindriques et humoristiques à toutes les sauces: porte-clés, brosse à dents, tuteurs pour plantes,

VOIR PAGE A 8: SALON



Steve Jobs

ASSOCIATED PRESS

## Le retour de l'enfant prodige

Le fondateur d'Apple rentre au bercail onze ans après son congédiement. Mission: sauver la compagnie.

Avec le retour de Steve Jobs chez Apple, l'informaticien a désormais sa version de l'histoire de l'enfant prodige. Mais s'agit-il d'un coup de génie de la part d'une entreprise en reconstruction ou des derniers soubresauts d'Apple avant la débâcle?

CLAUDE BEAUREGARD  
LE DEVOIR

«L'ordinateur personnel traditionnel est mort», disait Steve Jobs, l'un des deux fondateurs de Apple, il y a quelques mois au magazine *Wired*. Manifestement, même les gourous de l'informaticien peuvent changer d'avis. Vendredi soir dernier, Jobs revenait au bercail dans le but de développer le futur système d'exploitation d'Apple. En fait, sa description de tâche est des plus simples: sauver la compagnie.

Car Apple, qui a révolutionné l'ordinateur personnel au début des années 80 est, comme le dit le cliché, à la croisée des chemins. Après avoir vécu des mois catastrophiques, l'entreprise basée à Cupertino, en Californie, ten-

te de retrouver sa gloire passée. À la recherche d'un système d'exploitation qui pourrait lui redonner l'avantage technologique (et peut-être aussi médiatique) sur Microsoft et Windows 95, la firme a décidé de jouer gros.

Le système d'exploitation est un élément vital de n'importe quel ordinateur. C'est ce programme qui, en fait, gère toutes les fonctions de base. Après avoir accumulé les retards, et les problèmes, le fabricant des Macintosh s'est résolu il y a quelques mois à abandonner Copland, un projet qui se voulait révolutionnaire.

Ayant perdu confiance en son propre personnel, Apple cherchait depuis ce temps une technologie clef-en-main. Elle croyait avoir trouvé la solution après avoir vu ce qu'avait réalisé une jeune société, Be Inc., menée par un ancien d'Apple, Jean-Louis Gassée.

Mais il y avait un hic: ce système n'était pas compatible avec les logiciels existants pour le Mac. De plus, même si la solution Be Inc. possédait de grandes qualités, les exigences financières ont été rejetées, car elles étaient, paraît-il, trop élevées.

Une des légendes de Silicon Valley, Steve Jobs s'est ba-

VOIR PAGE A 8: RETOUR

## Libération de 225 des 340 otages

Le Tupac Amaru décide de garder les diplomates d'Asie et d'Amérique latine

D'APRÈS AP ET AFP

Lima — Deux cents vingt-cinq personnes, sur les quelque 340 retenues en otages depuis mardi dernier par le commando du MRTA, ont quitté la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, hier soir vers 22H00 locales à bord de cinq autobus.

Les otages sont montés à bord de cinq autobus blancs, contenant chacun une cinquantaine de places, qui avaient été amenés une heure auparavant au milieu d'une cohue de journalistes, équipes de télévisions, services de secours et pompiers, présents aux abords de la résidence diplomatique.

Selon des sources policières, les autobus devaient se rendre directement à l'hôpital de la police nationale, situé au nord de Lima, escortés par un colonel chargé de la sécurité du convoi.

Quelques minutes avant cette libération, l'un des otages libérés, l'ex-ministre péruvien du Travail Sandro Fuentes, a lu un communiqué en neuf points du commando guéva-

VOIR PAGE A 8: OTAGES

Autres informations en pages A 5 et B 2

## Des bombes tous azimuts

Recrudescence des attentats à l'explosif aux quatre coins du monde

D'APRÈS AP, AFP ET REUTERS

L'arrivée de Noël n'apaise pas les poseurs de bombes. Tout au contraire. Reflets de conflits sociaux et politiques non résolus un peu partout dans le monde, des bombes ont explosé ce week-end, tuant ici et blessant là, de l'Irlande à la Tchétchénie en passant par l'Algérie et Israël.

Un militant républicain irlandais a été blessé hier dans un attentat à la voiture piégée à Belfast, 48 heures après une tentative d'assassinat de l'IRA.

Eddie Copeland, très connu dans le quartier catholique d'Ardoyne, a été touché aux jambes quand un engin vraisemblablement placé sous sa voiture a explosé, selon des témoins. Il était conscient à l'arrivée des premiers secours, et ses jours ne semblent pas en danger.

Sympathisant de l'IRA, il avait été grièvement blessé en 1993 quand un soldat britannique avait ouvert le feu sur une foule rassemblée devant la maison de Thomas Begley, un extrémiste de l'IRA déchu par la bombe qu'il transportait, en octobre 1993. L'explosion avait fait dix morts et plus d'une cinquantaine de blessés.

VOIR PAGE A 8: BOMBES

**LES ACTUALITÉS**

### Gaston Miron: les adieux

LE DEVOIR

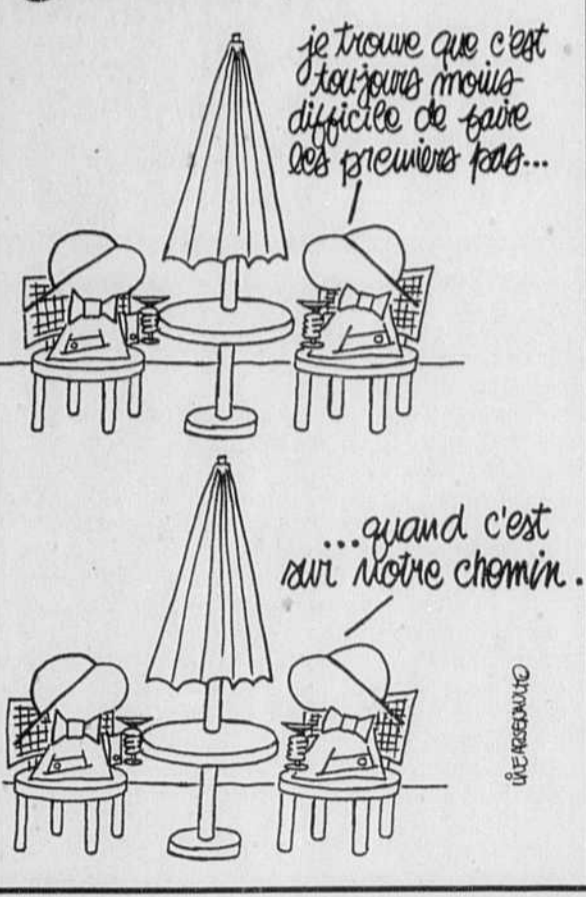
## ACTUALITÉS

ROGER ROY

Horloger bijoutier  
935, La Gauchetière Ouest  
Montréal H3B 2M9  
Siège social du CN  
tél.: (514) 861-4489



## La vie qu'on mène



## Des otages dans l'attente

ASSOCIATED PRESS

Lima — Les otages retenus dans la résidence de l'ambassadeur du Japon au Pérou endurent depuis le 17 décembre, sous la menace des armes, la faim, la peur et la promiscuité.

Pourtant dans l'enceinte du bâtiment, la vie s'organise et des liens se nouent avec les preneurs d'otages, cultivés et ouverts à la discussion, selon les témoignages des personnes libérées. Pour certains otages, le cocktail interrompu par les agresseurs est en train de se prolonger, les boissons en moins. «J'étais en train de dire à quelques amis chers que nous cherchions à nous voir depuis bien longtemps», remarque Alex Kouri, maire de Callao, port de Lima, relâché vendredi. «Et finalement voilà, on s'est retrouvé avec le temps de briser la glace sans penser au travail.»

Un autre témoin, libéré avec un groupe de 37 personnes vendredi, a raconté que les otages tuent le temps en improvisant des conférences à tour de rôle.

Les sujets abordés vont du droit à la cuisine. Les preneurs d'otages participent aux débats, débattant avec leurs captifs sur des questions aussi pointues que les privatisations, a expliqué Manuel Romero, le directeur de la publication de *Gestión*, le principal journal économique péruvien.

Entre les diplomates et les hommes d'affaires, la réception de mardi comptait des professeurs, des magistrats et des fonctionnaires de police, dont les diplômes suffiraient à couvrir les murs de la résidence.

Parmi les policiers otages, figurent le chef péruvien des services de lutte contre le terrorisme, le général Maximo Rivera Diaz, son prédécesseur, le général Carlos Dominguez Solis, et le chef de la sécurité de l'Etat, le général Guillermo Bobbio Zevallos.

Les captifs ont été autorisés à suivre à la télévision le compte rendu de leur détention, filmée par des caméras à l'extérieur de l'enceinte, à quelques mètres de là. Avant que le gouvernement ne brouille les fréquences, ils avaient même le droit de communiquer avec l'extérieur par téléphone portable. Certains ont reçu des vêtements et des messages de leur proches par l'intermédiaire de la Croix rouge, qui a également distribué des jeux de cartes, d'échecs et de dominos samedi. Auparavant la vie était plutôt ennuyeuse dans la résidence de l'ambassadeur. «La plupart ont dormi, parce qu'il n'y avait pas grand-chose d'autre à faire de la journée», a expliqué Jerico Camino, un étudiant de 20 ans relâché vendredi.



S.V.P. Assurez-vous  
que ce papier journal  
soit recyclé.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Sur Internet [devoir@cam.org](mailto:devoir@cam.org)  
Agenda culturel (514) 985-3551

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)  
Version internet (514) 278-6060  
1-800-563-5665

Le Devoir est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement no 9858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

L'attentat d'hier à Belfast est intervenu deux jours après qu'un commando de deux hommes portant des perquettes a ouvert le feu sur un policier, garde du corps du dirigeant nationaliste Nigel Dodds, venu rendre visite à son enfant dans un hôpital du quartier catholique de Belfast-Ouest.

L'IRA a revendiqué cette action, en affirmant avoir visé le policier légèrement blessé au pied.

Déjà, avant ces deux actes de violence, la police de l'Ulster avait multiplié les appels à la vigilance, se déclarant convaincue de l'imminence d'une nouvelle campagne d'attentats de l'IRA à l'approche de Noël.

Ces craintes ont été nourries par la découverte d'arsenaux et de préparatifs en vue d'attentats. Elles découlent par ailleurs du piétinement des pourparlers multipartites sur l'avenir de l'Ulster, ouverts voici près de sept mois.

■ En Tchétchénie, hier, au moins cinq enfants ont été tués dans l'explosion d'une autre bombe. C'est le dernier en date d'une série de massacres qui, depuis une semaine, mettent la république indépendantiste du Caucase russe sous haute tension, et ce, à un mois d'élections cruciales.

Cinq garçons âgés de 10 à 12 ans, qui jouaient en groupe sur une route du village de Berkhat-lour, à quelques kilomètres de Grozny et à proximité de la base militaire russe de Khankala, ont été tués dans l'explosion d'une «bombe puissante», selon les autorités tchétchènes.

D'après les dernières informations du vice-ministre de l'Intérieur tchétchène Vakha Zakriev, il y aurait même six morts, un blessé étant décédé.

«La bombe était commandée à distance, il s'agit d'une explosion préméditée», a affirmé le premier vice-premier ministre tchétchène Movladi Oudougov. Une affirmation que les Russes ont démentie depuis Moscou: les enfants jouaient plutôt avec des engins explosifs, selon un responsable du ministère de l'Intérieur russe cité par Interfax.

Sur place, il était impossible de s'approcher du lieu de l'explosion, trop proche de la base militaire russe: les té-

moignages faisaient également état d'une explosion puissante, mais étaient incapables de se prononcer sur ses circonstances.

Le premier ministre du gouvernement provisoire, l'ancien chef d'état-major indépendantiste Aslan Maskhadov, s'est rendu à Berkhat-lour où il a assisté à l'inhumation des victimes, enterrées le jour même conformément au rite tchétchène.

Une enquête est en cours et le gouvernement provisoire se refuse à tirer des conclusions hâtives sur les responsables de ce drame, mais M. Oudougov n'exclut pas un lien direct avec la série d'actes terroristes des derniers jours.

Ce massacre vient s'ajouter à une liste noire d'actions terroristes dont les auteurs semblent choisir leurs cibles de façon à assurer un maximum de répercussions dans l'opinion russe et internationale: des étrangers, des Russes, voire des enfants.

Les violences ont commencé avec l'assassinat dans la nuit de lundi à mardi de six collaborateurs étrangers de la Croix-Rouge, tués dans leur sommeil dans l'hôpital du CICR à Novy Atagui.

Quatre autres Russes, membres d'une même famille, ont été ensuite abattus dans la nuit de vendredi à samedi, à leur domicile de Grozny, là aussi sans aucun mobile apparent.

Les forces de l'ordre tchétchènes ont annoncé l'arrestation de trois suspects dans l'assassinat des membres du CICR, et le département de la Sécurité nationale a affirmé que l'enquête menait «aux services secrets russes», liés au «parti de la guerre» — c'est à dire à cette frange de la direction russe favorable à la manière forte en Tchétchénie.

■ A Moscou même, une personne a été tuée et une autre blessée hier après-midi par l'explosion d'une bombe dans une voiture piégée, dans ce qui apparaît comme un règlement de comptes dans les milieux d'affaires et de la mafia.

La voiture piégée était une Jigoula (nom russe de la Lada) et l'enquête est en cours. Le mort est le conducteur de la voiture, et le blessé, un homme qui passait à proximité lors de l'explosion.

## BOMBES

■ En Algérie — dans ce qui apparaît n'être que la poursuite de la série sanglante d'exactions entre l'opposition islamiste radicale et le pouvoir à dominante militaire — une lycéenne a été tuée et une autre blessée, samedi, par l'explosion d'une bombe artisanale près du lycée de Douaouda, 30 km à l'ouest d'Alger.

L'explosion s'est produite à l'heure de la sortie des classes, selon un communiqué des services de sécurité.

La ville de Douaouda a été le théâtre d'un massacre qui a coûté la vie à 13 personnes, début novembre dernier. Dix femmes et trois enfants avaient été égorgés par un groupe armé qui avait investi leur maison, après y avoir lancé une grenade.

Quelques semaines plus tôt, dix personnes avaient été tuées dans la ville voisine de Koléa par l'explosion d'une bombe sur un marché.

■ Un Israélien a été tué hier dans une explosion survenue dans un kibboutz de Galilée, dans le nord d'Israël. Le secteur de la ferme collective Sde Nehemia a été bouclé par la police qui tente de déterminer les causes de l'explosion.

La possibilité d'une action de guérilla est «l'une des directions suivies par les enquêteurs», ajoute-t-on.

Touché par des éclats qui ont perforé sa tête et son abdomen, la victime a succombé lors de son transfert à l'hôpital.

Le même jour, une bombe de fabrication artisanale a explosé, sans faire de victime, dans un abri près de l'implantation israélienne d'Alon Shvout, en Cisjordanie occupée.

L'explosion de l'engin a causé de légers dégâts matériels. L'armée israélienne a bouclé le secteur et des soldats du génie ont entrepris des recherches pour trouver des indices ou d'autres engins explosifs.

Vendredi, deux autres bombes de fabrication artisanale, destinées apparemment à des attentats anti-israéliens, avaient été découvertes et détruites sans dommage dans la bande de Gaza.

Quelques semaines plus tôt, dix personnes avaient été tuées dans la ville voisine de Koléa par l'explosion d'une bombe sur un marché.

## OTAGES

SUITE DE LA PAGE 1

riste du MRTA, affirmant notamment qu'il fallait interpréter cette libération partielle, «comme un geste pour les fêtes de Noël».

Le communiqué du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru, lu par M. Fuentes, précise qu'aucun des otages libérés hier soir «n'a de lien avec le gouvernement péruvien». Le commando réitére également son exigence de libération de ses «militants» détenus dans plusieurs prisons péruviennes.

Selon le communiqué, le président péruvien Alberto Fujimori «a employé des termes de confrontation» à l'encontre du MRTA, lors de son intervention à la télévision samedi soir, dans laquelle il a rejeté fermement tout «accord de paix» et libération de détenus du mouvement guévariste. Le commando a également annoncé dans son communiqué qu'il avait décidé de garder en otages les diplomates d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que les ministres et militaires péruviens «dont nous évaluerons la sortie».

## Fujimori: intransigeance

Dans une intervention télévisée samedi soir, la première depuis le début de la crise, le président péruvien a exclu toute discussion avec les guérilleros tant qu'ils n'auraient pas déposé les armes et libéré tous leurs otages.

Alors seulement «la possibilité d'un recours à la force par les autorités péruviennes serait écartée», a ajouté le chef de l'Etat d'origine japonaise, qui a qualifié la prise d'otages d'acte de terrorisme «répugnant» mais a assuré rechercher une solution pacifique «qui ne viole les droits de l'homme ni des otages ni des ravisseurs».

M. Fujimori a en tout cas écarté toute idée d'accéder à la principale revendication des rebelles, la libération de quelque 300 de leurs 400 ou 500 camarades emprisonnés, demande qu'il juge «inacceptable au regard des lois existantes au Pérou et pour des raisons de sécurité nationale».

Peu avant la brève allocution présidentielle, le chef du commando rebelle Nestor Cerpa — le seul chef du mouvement révolutionnaire encore en liberté — avait fait savoir par radio qu'il pourrait relâcher progressivement tous les otages «sans liens avec le gouvernement péruvien», si les autorités l'autorisaient à entrer en contact avec ses collègues incarcérés.

«La solution passe d'abord par la libération de nos camarades» emprisonnés, avait dit samedi soir le chef du commando de la résidence, Nestor Cerpa, alias «commandante Evaristo». Peu après l'intervention-surprise du chef de l'Etat, un communiqué de la «direction nationale» du MRTA (Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru) parvenait par télécopieur au bureau de l'AFP à Lima. On y dénonçait «les conditions inhumaines, humiliantes et dégradantes» subies par les détenus du mouvement guévariste dans les prisons péruviennes.

## Une rançon des compagnies japonaises?

Les intentions du commando ne seraient, toutefois, peut-être pas toutes désintéressées. Ainsi les rebelles négocieraient par téléphone portable la possibilité de soutenir plusieurs milliards de dollars à de grands groupes japonais tels Mitsubishi, NEC et Toyota.

Le quotidien britannique *The Independent* affirme tenir l'information de la bouche de diplomates, dont l'un affirme qu'il «y a des chances» pour que le commando obtienne une partie de l'argent réclamé.

En attendant, au cours de la liaison radio organisée avec une télévision par Nestor Cerpa, le ministre péruvien des Affaires étrangères Francisco Tuleda et l'ambassadeur japonais Morihisa Aoki, qui figurent tous deux parmi les otages, ont appelé à des négociations directes avec le commando.

Les deux hommes en ont profité pour donner des nouvelles de leurs camarades. Selon M. Tuleda, les rebelles sont «bien entraînés et bien armés», mais n'ont fait aucun mal aux otages, qui sont tous en bonne santé. Un commentaire nuancé par l'ambassadeur nippon, qui a fait état de «personnes malades, notamment parmi les invités japonais».

Au total, 11 ambassadeurs sont toujours détenus, sur les 340 otages restants. Le Japon compte parmi eux 15 diplomates et 50 hommes d'affaires. Le frère cadet du président Fujimori figure parmi les otages, a-t-on appris ce week-end. A l'inverse du reste de la direction du mouvement Tupac Amaru, majoritairement composée d'intellectuels de la classe moyenne, Nestor Cerpa, 48 ans, a la réputation d'un homme violent dans l'action. Il a été arrêté pour la première fois en 1978, pour avoir pris part avec un syndicat à l'occupation musclée d'une usine, opération qui avait coûté la vie à trois policiers.

Le commando «Edgar Sanchez», auteur de la prise d'otages, est formé d'une vingtaine de guérilleros fortement armés, qui ont libéré 358 personnes depuis mardi soir, notamment toutes les femmes, des personnes âgées, ainsi que 38 hommes vendredi soir, dont trois ambassadeurs et des hommes politiques péruviens.

## SALON

## Les artisans s'inscrivent maintenant dans un courant nord-américain

SUITE DE LA PAGE 1

gratte-dos, et ainsi de suite.

A côté des productions classiques dont certaines demeurent très belles (par exemple dans le domaine des textiles), on trouve plusieurs stands qui développaient une seule idée, conjuguée sous divers modes. Par exemple, cet artisan de Saint-Hyacinthe qui a conçu de curieuses cravates en bois, flexibles, et qui offrait un choix d'essences allant de l'acajou au noyer ou du merisier à l'amarante.

ou encore Mica, qui a axé sa production sur des sorties de bain pour enfants, sortes de robes de chambres en forme d'animaux.

D'autres artisans en étaient à leur première visite. Ainsi Marie-Thérèse Miville-Deschênes, une religieuse dominicaine vêtue du costume traditionnel, présentait pour la première année sa papeterie d'art fabriquée à son monastère de Berthierville. Elle a adoré l'expérience, et elle s'apprête à l'«esprit très fraternel entre les exposants».

Tous les artisans rêvent bien sûr de trouver l'idée forte qui suscitera l'engouement du public, cette idée forte qu'aucune recette ne permet de découvrir avec certitude. Au stand de l'atelier Renard Cimon de Sainte-Marceline on se montrait bien heureux: cet atelier de chapeaux a fabriqué cette année différents casques d'aviateurs qui ont suscité une véritable engouement, semble-t-il, sans que l'on n'ait vraiment pensé lancer une mode.

Yvan Gauthier explique que les artisans se sont grandement professionnalisés ces dernières années.

Dans les années 70, rappelle-t-il, «n'importe quelle poterie s'envolait comme des petits pains» au Salon des métiers

d'art. Puis vint le grand creux des années 80, alors que le public développait des goûts plus sophistiqués, et rejetait cette image du salon macramé-terre cuite.

«En même temps, explique-t-il, les artisans se sont intéressés au design, aux matériaux, et ils s'inscrivent maintenant dans un courant nord-américain. On assiste d'ailleurs actuellement à un développement des galeries d'art, par rapport aux galeries de peinture. Dans les grands encans internationaux les objets prennent de plus en plus de valeur.»

Parmi les tendances du marché des métiers d'art au Salon 1996, Yvan Gauthier note que la production de verre est en plein renouvellement, conséquence entre autres de l'ouverture d'une école de verre près du canal Lachine (depuis la fin des années 80, d'ailleurs, plusieurs métiers d'artisans voient renaître des écoles qui avaient disparu dans la grande réforme de l'éducation des années 60).

La joaillerie demeure très populaire au salon, mais parmi les tendances nouvelles Yvan Gauthier note un fort intérêt envers l'art de la table (vaisselle, coutellerie, mobilier, etc.). Le conseil des métiers d'arts vient même d'ouvrir une boutique au Marché Bonsecours à Montréal consacré aux arts de la table.

«Les jouets constituent également un marché intéressant, ajoute-t-il, et les chapeaux sont très populaires.»

Quant à savoir si toutes ces tendances se sont transformées en espèces sonnantes et trébuchantes pour les artisans eux-mêmes depuis deux semaines, il faudra attendre un peu pour connaître le bilan financier du salon. Les responsables évoquaient prudemment hier le chiffre de six millions de ventes au total pour cette édition du Salon des métiers d'art.

## RETOUR

## Une seule personne pourra-t-elle relancer Apple?

SUITE DE LA PAGE 1

tie une réputation phénoménale avec la montée du Macintosh, avant de voir son étoile se ternir de façon précipitée en 1985, alors qu'il était congédié par la société qu'il avait lui-même créée.

Ce divorce ne fut finalement pas une bonne chose pour les deux parties. Apple devait commencer une période de déclin qui atteignait son point culminant l'an dernier. Pour sa part, Steve Jobs devait lancer NeXT, une compagnie qui voulait créer des ordinateurs devant réinventer l'industrie. Même si les produits NeXT ont connu un certain succès d'estime, ce n'est évidemment pas ce qui s'est produit.

Mais une seule personne pourra-t-elle relancer Apple? En achetant NeXT pour quelque 400 millions de dollars américains, Gilbert F. Amelio, le p.-d.g. d'Apple, prétend avoir «choisi le plan A plutôt que le plan B» et ainsi vouloir donner «un nouveau souffle dans l'industrie». Steve Jobs, demeure pour sa part à la tête de Pixar, la firme d'animation qu'il avait récemment achetée (et qui a créé notamment le film *Histoire de jouets* pour Disney). Dans l'organigramme d'Apple, il est officiellement consultant pour M. Amelio.

Sous le leadership de Gilbert F. Amelio, Apple a colmaté les brèches. La compagnie ne semble plus au bord de l'abîme (elle a tout de même perdu 816 millions US lors de son dernier exercice financier), mais ne s'est pas démarquée au niveau technologique.

C'est, en fait, une situation parfaite pour Steve Jobs. «Il est rusé comme un renard», lance Paul Saffo, un spécialiste en informatique enseignant à l'Institut pour le futur, en Californie, dont les propos étaient rapportés hier dans *The New York Times*. «Il peut faire ce que Microsoft ne peut fai-

re; recommencer à neuf.» «Un acte désespéré, mais que Apple devait faire», estime pour sa part Dan Mitchell, dans *Wired News*.

Maître de la phrase-choc, Jobs s'est toujours montré extrêmement critique envers les décisions d'Apple depuis son départ. Vendredi, il changeait de discours et admettait uniquement qu'Apple avait connu récemment une «période sèche». Mais ses remarques les plus acerbes furent pour Microsoft, une compagnie qui fut souvent la cible de Steve Jobs au cours des dernières années. «Pour plusieurs, il aura été plus facile de copier plutôt que d'innover», lançait-il. Plus tard, il devait ajouter, sarcastique, que les nouveaux plans de sa compagnie apporteraient «un nouveau élan pour Apple, mais feraient travailler les imitateurs pour une bonne dizaine d'années». Il prétend aussi pouvoir livrer le nouveau système d'exploitation d'Apple d'ici la fin de l'année prochaine.

Il est vrai que le système d'opération de Microsoft, malgré sa popularité, est loin d'être sans faille et que la firme de Bill Gates pourrait connaître les mêmes ennuis que ceux d'IBM au milieu des années 80 alors qu'il semblait contrôler l'industrie.

Mais il y a évidemment la personnalité de Steve Jobs, qui s'est souvent démarqué de ses concurrents par sa passion, ses talents de vendeur... et sa chance. Alors que des concurrents comme Bill Gates de Microsoft et Andrew Grove d'Intel ont souvent connu des pannes embarrassantes lors de lancements de produits majeurs, Steve Jobs a toujours semblé être touché par la chance.

C'est cette bonne fortune que Apple tente justement de retrouver.

Avec AP et The New York Times

## Havel passera Noël à l'hôpital

Prague (AFP) — Le président tchèque Vaclav Havel, hospitalisé depuis près d'un mois en raison de l'ablation, le 2 décembre dernier, d'une tumeur au poumon droit, passera Noël à l'hôpital et non chez lui comme il l'espérait, ont annoncé hier ses médecins.

Ces derniers, tout en notant la nette amélioration de l'état de santé de M. Havel, ont recommandé de prolonger son hospitalisation en raison «des conditions climatiques» qui sont favorables à la contraction d'une nouvelle infection.

L'air de Prague, où la température est tombée à -5 degrés Celsius dans la journée et -15 degrés la nuit, est particulièrement pollué en raison d'une inversion atmosphérique.

Le chef de l'Etat avait été, quelques jours après son opération, atteint par une forte pneumonie au poumon gauche qui avait nécessité une trachéotomie et son placement sous respiration assistée. Samedi, les médecins avaient retiré de la poitrine de M. Havel les tubes d'assistance respiratoire.